

Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2011

Avis de convocation



Société Anonyme
au capital de 150 948 310 euros
Siège social : 154, rue de l'Université
75007 Paris
562 008 151 R.C.S. Paris

Madame, Monsieur, Cher Actionnaire,

Nous avons l'honneur de vous informer, en votre qualité d'actionnaire, que **l'Assemblée Générale Mixte d'Imerys** est appelée à se réunir sur première convocation :

le jeudi 28 avril 2011, à 11 heures,

au Pavillon Gabriel, 5 avenue Gabriel - 75008 Paris.

Nous vous prions de trouver ci-après les modalités pratiques de participation à cette Assemblée, son ordre du jour, les projets de résolution qui seront soumis à son approbation, un exposé sommaire de la situation de la Société pendant l'exercice écoulé, le tableau des résultats financiers des exercices 2006 à 2010 ainsi qu'une formule de demande d'envoi des documents et renseignements, visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Le Conseil d'Administration

COMMENT PARTICIPER A L'ASSEMBLEE GENERALE ?

Les différents modes de participation

Quel que soit le nombre d'actions que vous possédez, vous avez le droit de participer et de voter à l'Assemblée. Vous avez la possibilité de choisir entre quatre modes de participation :

- 1) assister personnellement à l'Assemblée,
- 2) voter par correspondance,
- 3) donner pouvoir au Président de l'Assemblée,
- 4) vous faire représenter par toute personne de votre choix.

Quelles sont les formalités préalables à accomplir pour justifier de votre qualité d'actionnaire en vue de participer à l'Assemblée ?

Le droit de participer à l'Assemblée Générale est subordonné à l'**enregistrement comptable** de vos actions **au plus tard le 21 avril 2011 à zéro heure – heure de Paris** ("date d'enregistrement" ou "record date").

- Si vos actions sont inscrites au nominatif (pur ou administré), vous n'avez aucune démarche à effectuer car l'enregistrement comptable de vos actions est automatique.
- Si vos actions sont au porteur, vous devez obtenir auprès de votre intermédiaire financier habituel (banque, établissement financier, société de bourse) teneur de votre compte, **une attestation de participation** justifiant l'enregistrement comptable de vos titres.

Vous souhaitez assister à l'Assemblée

Si vous souhaitez assister à l'Assemblée, vous devez préalablement demander une **carte d'admission**. Pour cela, nous vous remercions de bien vouloir cocher la case **A** du **Formulaire** joint au présent avis de convocation.

Vous souhaitez voter par correspondance ou vous faire représenter à l'Assemblée

Nous vous remercions de bien vouloir cocher la case **B** du **Formulaire**, ainsi que la case correspondant au choix que vous retiendrez parmi les trois possibilités suivantes :

- voter par correspondance, en cochant la case **2** et, le cas échéant, en noircissant les résolutions qui ne recueillent pas votre adhésion ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée, en cochant la case **1** ;
- donner mandat à toute personne de votre choix, en cochant la case **3** : dans ce cas, il convient d'indiquer le nom et les coordonnées de la personne que vous aurez désignée ; à défaut, le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Attention : le Formulaire, dûment complété, daté et signé, doit être retourné par courrier exclusivement à CACEIS CT(*) au plus tard le 25 avril 2011.

Si vos actions sont au porteur, ce Formulaire devra être impérativement accompagné de l'attestation de participation mentionnée ci-dessus.

Par ailleurs et conformément à la loi, vous avez également la possibilité de désigner et, le cas échéant, révoquer, votre mandataire par voie électronique. Pour ce faire, vous devez adresser une copie par e-mail du Formulaire dûment rempli et signé à l'adresse actionnaires@imerys.com, au plus tard le 25 avril 2011. Si vos actions sont au porteur, le Formulaire devra être accompagné de l'attestation de participation mentionnée ci-dessus. Nous attirons votre attention sur le fait que le mandataire que vous aurez désigné devra se présenter le jour de l'Assemblée Générale muni de la copie du Formulaire dûment complété et signé, de sa pièce d'identité ainsi que d'une copie de la votre. La révocation éventuelle de ce mandat devra intervenir dans les mêmes formes et délais que sa désignation : par courrier adressé par e-mail à l'adresse actionnaires@imerys.com au plus tard le 25 avril 2011.

(*) Crédit Agricole Caisse d'Epargne Investor Services Corporate Trust (CACEIS CT) – Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle – 92862 Issy les Moulineaux Cedex 09. Téléphone : 33 (0) 1 57 78 32 32 – Fax : 33 (0) 1 49 08 05 82.

Vous souhaitez voter par Internet

Vous avez également la possibilité de voter par Internet préalablement à l'Assemblée, en vous connectant au site www.imerys.com – Actionnaires Individuels – Assemblée Générale.

➤ Si vos actions sont inscrites au nominatif :

vous devez vous identifier au moyen de l'identifiant et du code d'accès qui vous aura été transmis par courrier par CACEIS CT et suivre les indications mentionnées à l'écran.

➤ Si vos actions sont au porteur :

vous devez suivre les indications données à l'écran afin d'effectuer votre demande d'attestation de participation. Cette demande sera transmise à votre intermédiaire financier qui devra retourner l'attestation de participation (avec la mention "vote par Internet") à CACEIS CT. A réception de cette attestation, CACEIS CT vous adressera par courrier électronique votre identifiant et votre code d'accès, nécessaires à votre connexion au site. Vous pourrez alors exprimer votre vote.

Cet espace Internet sécurisé et dédié au vote préalable à l'Assemblée sera ouvert du 11 avril au 27 avril 2011 jusqu'à 15 heures – heure de Paris, veille de l'Assemblée.

Attention : tout actionnaire ayant voté par correspondance ou par Internet, adressé un pouvoir ou demandé une carte d'admission n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'Assemblée ; l'actionnaire qui aura voté par correspondance ou par Internet, ou adressé un pouvoir pourra néanmoins y assister, sans prendre part au vote.

Cession de vos actions

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, tout actionnaire ayant effectué l'une des formalités ci-dessus peut néanmoins céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit avant le 21 avril 2011 à zéro heure – heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé par correspondance, la procuration, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte de l'actionnaire notifiera la cession à la Société ou à CACEIS CT, et lui transmettra les informations nécessaires. Aucune cession ni autre opération réalisée après le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée, à zéro heure – heure de Paris, ne sera prise en considération par la Société.

Documents mis à disposition des actionnaires

Les documents devant être mis à disposition des actionnaires conformément à la loi peuvent être consultés au siège de la Société ou obtenus sur simple demande adressée à CACEIS CT. En outre, les documents mentionnés à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce ont été publiés sur le site Internet www.imerys.com le 1^{er} avril 2011.

ORDRE DU JOUR

Partie ordinaire

1. Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
2. approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
3. affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ;
4. rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et L. 225-42-1 pris au bénéfice de M. Gilles Michel, Directeur Général Délégué et Administrateur, et approbation desdits engagements et conventions ;
5. ratification de la nomination de M. Gilles Michel en qualité d'Administrateur ;
6. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Aimery Langlois-Meurinne ;
7. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Gérard Buffière ;
8. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Aldo Cardoso ;
9. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Maximilien de Limburg Stirum ;
10. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jacques Veyrat ;
11. nomination de Madame Arielle Malard de Rothschild en qualité de nouvel Administrateur ;
12. achat par la Société de ses propres actions.

Partie extraordinaire

13. Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
14. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
15. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier ;
16. autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 10 % du capital par an ;
17. délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, dans la limite de 10 % du capital par an ;
18. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
19. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres ;
20. limitation globale du montant nominal des émissions d'actions ordinaires et de titres d'emprunt pouvant résulter des délégations et autorisations qui précèdent ;
21. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe ;
22. autorisation donnée au Conseil d'Administration de consentir aux salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux, des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société ;
23. autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder au profit de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions de la Société ;
24. délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA) au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux ;
25. autorisation donnée au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues ;
26. pouvoirs.

PROJETS DE RESOLUTION PROPOSES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Première résolution

Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2010

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes annuels de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

Affectation du résultat – Détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration :

constate que le bénéfice de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à :	83 645 324,81 euros
décide de prélever un montant de :	(16 931,80) euros
pour porter la réserve légale à 10 % du capital social	
le solde, augmenté du report à nouveau d'un montant de :	369 029 828,11 euros
forme un total distribuable de :	452 658 221,12 euros
décide de verser au titre de l'exercice 2010, un dividende de 1,20 euro à chacune des 75 474 155 actions composant le capital social au 1 ^{er} janvier 2011, représentant une distribution de :	(90 568 986,00) euros
et affecte le solde au report à nouveau qui s'élève désormais à :	362 089 235,12 euros

L'Assemblée Générale décide que le montant total du dividende versé sera ajusté en fonction du nombre d'actions émises à la suite de levées d'options de souscription d'actions et ayant droit au dividende de l'exercice 2010 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau sera déterminé sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 11 mai 2011.

Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses actions, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le dividende ouvre droit pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France à l'abattement de 40 % prévu au 2^o du 3 de l'article 158 du Code général des impôts ; cet abattement ne sera pas applicable dès lors que le bénéficiaire aura opté pour le prélèvement libératoire forfaitaire prévu par l'article 117 quater du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2007
Dividende net par action	1,00 €*	1,00 €*	1,90 €*
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	75 505 458	62 787 810	62 618 358
Distribution nette totale	75,5 M€	62,8 M€	118,9 M€

* dividende éligible à l'abattement de 40 %.

Quatrième résolution

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice de M. Gilles Michel, Directeur Général Délégué et Administrateur, et approbation desdits engagements et conventions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve, conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce, les conventions et engagements pris par la Société au bénéfice de M. Gilles Michel, Directeur Général Délégué et Administrateur, tels qu'autorisés par le Conseil d'Administration en sa séance du 3 novembre 2010.

Cinquième résolution

Ratification de la nomination de M. Gilles Michel en qualité d'Administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, ratifie la décision prise par ce dernier en sa séance du 3 novembre 2010, de nommer M. Gilles Michel en qualité de nouvel Administrateur de la Société en remplacement de M. Gilbert Milan, démissionnaire, pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2012, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2011.

Sixième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Aimery Langlois-Meurinne

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Aimery Langlois-Meurinne vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

Septième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Gérard Buffière

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Gérard Buffière vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

Huitième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Aldo Cardoso

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Aldo Cardoso vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

Neuvième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Maximilien de Limburg Stirum

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Maximilien de Limburg Stirum vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

Dixième résolution

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jaques Veyrat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Jacques Veyrat vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

Onzième résolution

Nomination de Madame Arielle Malard de Rothschild en qualité de nouvel Administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour, en qualité de nouvel Administrateur, Madame Arielle Malard de Rothschild, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2014, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2013.

Douzième résolution

Achat par la Société de ses propres actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, en application des dispositions de l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder à l'achat des actions de la Société :
 - en vue de l'annulation des actions ainsi acquises, ainsi que, le cas échéant, de celles acquises dans le cadre d'autorisations de rachat d'actions antérieures, sous réserve de l'adoption par la présente assemblée de la vingt-cinquième résolution,
 - en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre manière conformément à la réglementation applicable en vigueur,
 - en vue d'attribuer ou de céder des actions aux salariés, anciens salariés ou mandataires de la Société et de ses filiales au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, notamment dans le cadre de plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, ou d'attributions gratuites d'actions, dans les conditions prévues par la loi, et sous réserve de l'adoption par la présente Assemblée des vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions,
 - pour la remise ou l'échange d'actions, en particulier à l'occasion d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, ou dans le cadre d'opérations de croissance externe,
 - et de manière générale, à toutes fins permises ou qui viendraient à être autorisées par la réglementation en vigueur.

L'acquisition, la cession, le transfert et l'échange des actions pourront être effectués, dans le respect de la réglementation en vigueur, sur le marché ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par transfert de blocs, par l'utilisation ou l'exercice de tout instrument financier et produit dérivé.

- 2) fixe les limites suivantes à l'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'Administration :
 - le nombre maximum d'actions pouvant être acquises ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1^{er} janvier 2011, soit 7 547 415 actions,
 - le nombre d'actions que la Société détiendra, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourra dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société,
 - le prix maximum d'achat des actions ne pourra être supérieur à 80 euros,
 - le montant maximal susceptible d'être ainsi consacré par la Société à ces acquisitions ne pourra être supérieur à 603,8 millions d'euros ;

- 3) décide que, en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, le montant maximal consacré à ces acquisitions et le nombre maximal de titres à acquérir indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération ;
- 4) fixe à dix-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute délégation antérieure accordée au Conseil d'Administration relative à l'acquisition par la Société de ses propres actions ;
- 5) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation et, notamment, pour passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession, d'échange ou de transfert, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, procéder aux ajustements prévus ci-dessus, remplir toutes formalités et, en général, faire le nécessaire.

Treizième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou sur le marché international, en euros ou en toute autre devise par l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 80 millions d'euros, soit, à titre indicatif, 53 % du capital de la Société au 31 décembre 2010, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingtième résolution, et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital;
 - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingtième résolution ;
- 3) en cas d'usage de la présente délégation de compétence :
 - décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible,
 - confère au Conseil d'Administration la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible,

- consent au Conseil d'Administration, lorsqu'il constatera une demande excédentaire, le pouvoir d'augmenter le nombre de titres prévu dans l'émission initiale dans les conditions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du pourcentage de l'émission initiale prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission, étant entendu que le prix d'émission sera le même que celui retenu pour l'émission initiale, et que le montant nominal des émissions correspondantes s'imputera sur le montant du plafond visé ci-dessus ;
 - décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission telle que définie ci-dessus, le Conseil d'Administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
 - limiter l'émission au montant de ces souscriptions, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission considérée,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits,
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
- fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet, pour la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Quatorzième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-135-1, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou sur le marché international, en euros ou en toute autre devise, par l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ces valeurs mobilières pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;

- 2) décide de limiter ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
- le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises, directement ou sur présentation de valeurs mobilières, en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 37 millions d'euros, soit, à titre indicatif, environ 25 % du capital de la Société au 31 décembre 2010, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingtième résolution et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital;
 - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingtième résolution ;
- 3) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution en laissant toutefois au Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce, la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera et pour tout ou partie d'une émission effectuée, une priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire ;
- 4) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que :
- le prix d'émission des actions ordinaires émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 % ;
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action ordinaire de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini à l'alinéa précédent après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;
- 6) décide que le Conseil d'Administration pourra, dans la limite du montant global d'émission autorisé au paragraphe 2) ci-dessus, émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions existantes ou à émettre de la Société, à l'effet de rémunérer des titres apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L. 225-148 du Code de commerce ;
- 7) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
- fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - augmenter, lorsqu'il constate une demande excédentaire, le nombre de titres prévu dans l'émission initiale dans les conditions prévues par l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du pourcentage de l'émission initiale prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission, étant entendu que le prix d'émission sera le même que celui retenu pour l'émission initiale,
 - en cas d'émission de titres appelés à rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange : arrêter le nombre et les caractéristiques des titres apportés en échange ; fixer les conditions d'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèce à verser ; déterminer les modalités de l'émission,

- imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 8) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Quinzième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre par placement privé visé au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, et de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois et dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, dans le cadre d'une offre par placement privé visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, réalisée en France et/ou à l'étranger, portant sur des actions ordinaires et/ou toutes autres valeurs mobilières de la Société, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, que ce soit par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, les valeurs mobilières ainsi émises pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 2) prend acte que les émissions susceptibles d'être réalisées en application de la présente délégation sont, conformément à la loi, limitées à 20 % du capital par an, étant précisé que ce délai d'un an court à compter de chaque émission réalisée en application de la présente délégation,
- 3) décide de fixer ainsi qu'il suit le montant des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 20 % du capital de la Société au jour de l'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-dessus, et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
 - le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingtième résolution ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution ;
- 5) constate que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;

6) décide que :

- le prix d'émission des actions ordinaires émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et R. 225-119 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action Imerys des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %,
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement, soit, pour chaque action ordinaire de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum défini à l'alinéa précédent après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance ;

7) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :

- fixer les conditions de la ou des émissions, et notamment les formes et caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
- augmenter, lorsqu'il constate une demande excédentaire, le nombre de titres prévu dans l'émission initiale dans les conditions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et dans la limite du pourcentage de l'émission initiale prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission, étant entendu que le prix d'émission sera le même que celui retenu pour l'émission initiale,
- imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
- procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
- déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
- et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

8) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

Seizième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas de suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et dans la limite de 10 % du capital social par an

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-136, 1°, alinéa 2, du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, en cas d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital sans droit préférentiel de souscription, dans les conditions prévues par les quatorzième et quinzième résolutions, et dans la limite annuelle de 10 % du capital de la Société tel qu'existant à la fin du mois précédant le jour de l'émission, à déroger aux conditions de fixation du prix et fixer le prix d'émission des actions ordinaires ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à un montant qui sera au moins égal :
 - s'agissant du prix d'émission des actions ordinaires, au cours de clôture de l'action Imerys sur le marché Euronext Paris le jour de négociation précédant la date de fixation du prix d'émission, éventuellement diminué d'une décote maximale de 10 %, et

- s'agissant du prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital, au montant tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission visé au paragraphe précédent ;
- 2) précise, en tant que de besoin, que le montant nominal des émissions réalisées dans le cadre de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-dessus ;
- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente autorisation qui prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Dix-septième résolution

Délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital, dans la limite de 10 % du capital par an

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-147 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, sur le rapport d'un ou plusieurs commissaire(s) aux apports, dans la limite de 10 % du capital de la Société, tel qu'existant à la date d'utilisation de la présente délégation, à l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières, représentatives ou non de titres de créance, donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à tout moment ou à dates fixes, à des actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
- 2) décide, en tant que de besoin, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres émis dans le cadre de la présente délégation au profit des porteurs de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, objets des apports en nature ;
- 3) décide que le montant nominal des émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ; à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 4) prend acte que la présente délégation emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront donner droit ;
- 5) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour statuer sur l'évaluation des apports et le rapport du ou des commissaires aux apports, arrêter les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment l'évaluation des apports et, le cas échéant, l'octroi d'avantages particuliers, fixer le nombre de titres à émettre en rémunération des apports ainsi que leurs caractéristiques, procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'apport, constater la réalisation des augmentations de capital en résultant, procéder à la modification corrélative des statuts, accomplir toutes formalités, procéder à toutes déclarations et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des opérations ainsi autorisées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Dix-huitième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou le marché international, en euros ou toute autre devise, de toutes valeurs mobilières (autres que des actions) donnant droit à l'attribution, immédiatement ou à terme, de titres de créance sur la Société, y compris des obligations ou titres assimilés, des titres subordonnés à durée déterminée ou non et tous autres titres conférant dans une même émission un droit de créance sur la Société ;
- 2) décide que le montant nominal maximum des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra être supérieur à 1 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que le montant nominal de ces émissions s'imputera sur le plafond global d'émission de titres d'emprunt fixé dans la vingtième résolution ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour :
 - fixer les conditions et modalités de chaque émission et toutes les caractéristiques des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créance auxquels elles donneraient droit à attribution, et notamment, leur valeur nominale, leur date de jouissance, leur prix d'émission, le cas échéant avec prime (ladite prime s'imputant sur le montant maximum visé au paragraphe 2) ci-avant), leur taux d'intérêt, fixe et/ou variable, et sa date de paiement, les modalités, le cas échéant, de la subordination du principal et/ou des intérêts, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé, le cas échéant avec ou sans prime, ou même de rachat par la Société, leur durée et toutes les autres caractéristiques ;
 - décider, le cas échéant, de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créance auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
 - d'une manière générale, arrêter l'ensemble des modalités de chacune des émissions, passer toutes conventions, conclure tous accords, prendre toutes mesures, accomplir toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 4) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

Dix-neuvième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes de fusion, d'apport ou autres sommes dont l'incorporation au capital serait admise, sous forme d'attribution gratuite d'actions ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
- 2) décide que le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra pas être supérieur au plafond spécifique d'augmentation de capital visé au paragraphe 2 de la treizième résolution ci-dessus, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le Conseil d'Administration disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
 - fixer les conditions de la ou des émissions, notamment arrêter le montant et la nature des réserves ou primes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre ou le montant par lequel le nominal des actions composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,

- imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - décider, le cas échéant, que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans le délai et les conditions fixés par la réglementation en vigueur,
 - déléguer lui-même au Directeur Général, ou avec son accord, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital ainsi que celui d'y surseoir dans les limites et selon les modalités que le Conseil d'Administration pourra préalablement fixer,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 4) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingtième résolution

Limitation globale du montant nominal des émissions d'actions ordinaires et de titres d'emprunt pouvant résulter des délégations et autorisations qui précèdent

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de fixer :

- à 1 milliard d'euros, ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission, le montant nominal maximum des titres d'emprunt susceptibles d'être émis en vertu des délégations et autorisations relatives à l'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, dix-septième et dix-huitième résolutions de la présente Assemblée ;
- à 80 millions d'euros le montant nominal maximum des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations et autorisations conférées par les treizième, quatorzième, quinzième, dix-septième et dix-neuvième résolutions de la présente Assemblée, étant précisé qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital.

Vingt-et-unième résolution

Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou de son Groupe

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail relatifs à l'épargne salariale, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 à L. 225-129-6 et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la Société et/ou des sociétés ou groupements, français ou étrangers, qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail, et qui remplissent, en outre, les autres conditions éventuellement imposées par le Conseil d'Administration ;

- 2) décide que le montant nominal des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1,6 million d'euros, soit, à titre indicatif, environ 1 % du capital de la Société au 31 décembre 2010, étant précisé que ce plafond est autonome et distinct du plafond global d'augmentation de capital fixé par la vingtième résolution de la présente Assemblée et qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le prix de souscription des actions émises en vertu de la présente délégation ne pourra être inférieur à la moyenne des derniers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'Administration fixant la date d'ouverture des souscriptions, diminuée, le cas échéant, de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'Administration ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre au profit des bénéficiaires mentionnés ci-dessus ;
- 5) confère tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :
 - déterminer les sociétés dont les salariés et mandataires pourront bénéficier de l'offre de souscription aux émissions objet de la présente délégation,
 - fixer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires de ces offres de souscription,
 - fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts,
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix, la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions,
 - décider si les souscriptions pourront être réalisées directement et/ou indirectement par l'intermédiaire de fonds communs de placement,
 - fixer les modalités et conditions d'adhésion aux plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, en établir le règlement ou, en cas de plans préexistants, en modifier le règlement si nécessaire,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,
 - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- 6) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-deuxième résolution

Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de consentir aux salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux, des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration à consentir, selon ce qu'il jugera approprié, en une ou plusieurs fois, aux salariés et mandataires sociaux de la Société et, le cas échéant, des sociétés et groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles ou à l'achat d'actions existantes de la Société ;
- 2) constate qu'en application des dispositions de l'article L. 225-178 du Code de commerce, la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription d'actions, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options ;

- 3) décide que le nombre d'options pouvant être consenties en vertu de la présente autorisation ne pourra donner droit à souscrire ou acquérir un nombre total d'actions supérieur à 5 % du capital de la Société au jour de la décision du Conseil d'attribuer les options, étant précisé que ce plafond est commun à la présente résolution et aux vingt-troisième et vingt-quatrième résolutions ci-après et qu'il est fixé compte non tenu du nombre d'actions à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 4) décide que le prix de souscription ou d'achat des actions par les bénéficiaires sera déterminé par le Conseil d'Administration le jour où les options seront consenties, dans les limites et selon les modalités prévues par la loi, étant précisé :
 - qu'en cas d'options de souscription d'actions, le prix de souscription sera égal à 100 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action aux vingt séances de bourse précédant le jour de l'attribution,
 - qu'en cas d'options d'achat d'actions, le prix d'achat des actions sera égal à 100 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce ;
 - que par exception, une décote pourra être, le cas échéant, appliquée au prix de souscription ou d'achat d'actions des options susceptibles d'être attribuées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié mises en oeuvre par la Société, dans les conditions prévues par la loi ;
- 5) décide que l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions à des dirigeants mandataires sociaux sera conditionnée à l'atteinte d'un ou plusieurs critères de performance déterminés par le Conseil d'Administration au jour de l'attribution ;
- 6) fixe à dix ans le délai pendant lequel les options devront être exercées à compter du jour où elles auront été consenties ;
- 7) décide qu'aucune option de souscription ou d'achat d'actions ne pourra être consentie moins de vingt séances de bourse après que soit détaché des actions un coupon donnant droit à un dividende ou à un droit préférentiel de souscription à une augmentation de capital ;
- 8) indique que les actions pouvant être obtenues par exercice des options d'achat d'actions consenties en vertu de la présente résolution devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la douzième résolution soumise à la présente Assemblée au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions mis en oeuvre antérieurement ou postérieurement à l'adoption de la présente résolution ;
- 9) confère au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, mettre en oeuvre la présente autorisation et, notamment, à l'effet de :
 - fixer les dates auxquelles seront attribuées les options,
 - fixer les modalités et autres conditions dans lesquelles seront attribuées les options et arrêter la liste des bénéficiaires des options tels que prévus ci-dessus,
 - fixer la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, sous réserve de la durée maximale des options telle que fixée ci-dessus,
 - prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximal de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions,
 - décider des conditions dans lesquelles le prix et le nombre des actions à souscrire ou à acheter pourront être ajustés lorsque de tels ajustements sont prescrits par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment dans les différentes hypothèses prévues aux articles R. 225-137 à R. 225-142 du Code de commerce,
 - procéder, le cas échéant, sur sa seule décision et s'il le juge opportun, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission afférentes aux augmentations de capital, notamment celles des frais, honoraires et droits occasionnés par leur réalisation et prélever sur ces primes les sommes nécessaires à la dotation à la réserve légale en vue de la porter au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation du capital,
 - constater la ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier corrélativement les statuts et accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives ces augmentations de capital,
 - et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire ;

- 10) fixe à trente-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Vingt-troisième résolution

Renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- 1) autorise le Conseil d'Administration à procéder, selon qu'il jugera approprié, en une ou plusieurs fois, au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et, le cas échéant, des sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société ;
- 2) décide que les actions existantes ou à émettre susceptibles d'être attribuées en vertu de cette autorisation ne pourront représenter plus de 5 % du capital de la Société au jour de la décision du Conseil d'attribuer les actions, étant précisé que ce plafond est commun à la présente résolution et aux vingt-deuxième et vingt-quatrième résolutions de la présente Assemblée et qu'il est fixé compte non tenu du nombre d'actions à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que l'acquisition des actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux sera conditionnée à l'atteinte d'un ou plusieurs critères de performance déterminés par le Conseil d'Administration au jour de l'attribution, à l'exception toutefois des actions gratuites susceptibles d'être attribuées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié mises en oeuvre par la Société ;
- 4) décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive au terme de la période d'acquisition fixée par le Conseil d'Administration sans qu'elle puisse être inférieure à celle prévue par la réglementation en vigueur au jour de l'attribution ;
- 5) décide que la durée minimale de conservation des actions par les bénéficiaires sera celle fixée par le Conseil d'Administration sans qu'elle puisse être inférieure à celle prévue par la réglementation en vigueur au jour de l'attribution des actions ;
- 6) prend acte de ce que, en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, la présente décision emporte de plein droit au profit des bénéficiaires, renonciation des actionnaires à tout droit sur les actions nouvelles attribuées gratuitement, et à la partie des réserves, bénéfices ou primes qui sera incorporée au capital au titre de cette attribution ;
- 7) indique que les actions existantes pouvant être attribuées au titre de la présente résolution devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la douzième résolution soumise à la présente Assemblée au titre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ou de tout programme de rachat d'actions mis en oeuvre antérieurement ou postérieurement à l'adoption de la présente résolution ;
- 8) confère au Conseil d'Administration tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, afin de mettre en oeuvre la présente autorisation et, notamment, à l'effet de :
 - déterminer les catégories des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions gratuites,
 - fixer les délais d'attribution définitive et de conservation des actions dans le respect des délais minimums prévus par la réglementation en vigueur,
 - fixer et arrêter les conditions d'émission des actions qui pourront être émises dans le cadre de la présente autorisation,
 - procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires,
 - constater, le cas échéant, l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier corrélativement les statuts, et accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives ces augmentations de capital,
 - et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire ;

- 9) fixe à trente-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Vingt-quatrième résolution

Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA), au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (les "BSA") susceptibles, le cas échéant, d'être remboursables par la Société ;
- 2) décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 5 % du capital de la Société au jour de l'émission, étant précisé que (i) ce plafond est commun à la présente résolution et aux vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions de la présente Assemblée et que (ii) ce montant ne tient pas compte des actions à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital ;
- 3) décide que le prix de souscription des actions auxquelles donneront droit les BSA sera au moins égal à la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision d'émission des BSA ;
- 4) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société aux BSA à émettre et de réserver ce droit à des salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales françaises et étrangères au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux ;
- 5) prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 dernier alinéa du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre par exercice des BSA au profit des titulaires de ces bons ;
- 6) décide que le Conseil d'Administration disposera, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et dans les conditions et limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
 - déterminer la liste, et le cas échéant, les catégories de personnes autorisées à souscrire des BSA parmi les salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères de souscription,
 - déterminer le nombre de BSA à attribuer à chacun des bénéficiaires et le nombre d'actions auxquelles donnera droit chaque bon,
 - déterminer si les BSA émis seront ou non remboursables par la Société,
 - fixer, conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'émission, l'ensemble des caractéristiques des BSA, notamment leur prix de souscription, les conditions et délais de souscription et d'exercice des bons, leur éventuelle période d'incessibilité, leur modalité d'ajustement ainsi que, le cas échéant, le seuil de déclenchement et la période de remboursement des BSA par la Société, et plus généralement l'ensemble des conditions et modalités de l'émission,
 - fixer le prix de souscription des actions auxquelles donneront droit les BSA dans les conditions prévues ci-dessus,
 - constater la réalisation de l'augmentation de capital pouvant découler de l'exercice des BSA et procéder à la modification corrélative des statuts,
 - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation,

- procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et contractuelles applicables et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital,
 - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin de la présente délégation ;
- 7) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation qui prive ainsi d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Vingt-cinquième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la Société détenues par celle-ci dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt-quatre mois, et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;
- 2) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet d'arrêter le montant définitif de la réduction de capital dans les limites prévues par la loi et par la présente résolution, en fixer les modalités, constater sa réalisation, imputer la différence entre le prix d'achat des actions et leur valeur nominale sur les postes de primes et de réserves disponibles de son choix, accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital réalisées en vertu de la présente autorisation et modifier en conséquence les statuts ;
- 3) fixe à vingt-six mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente autorisation qui prive d'effet à compter de ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vingt-sixième résolution

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, pour accomplir toutes les formalités de dépôt ou de publicité.

EXPOSE SOMMAIRE

PRESENTATION, SOUS FORME RESUMEE, DES PRINCIPALES DONNEES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES ET A L'EXERCICE 2010

RESULTATS CONSOLIDES (en millions d'euros)	2010	2009	% variation courante
Chiffre d'affaires	3 346,7	2 773,7	+ 20,7 %
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	419,0	248,9	+ 68,4 %
<i>Marge opérationnelle</i>	12,5 %	9,0 %	+ 3,5 points
Résultat courant net, part du Groupe ⁽²⁾	240,3	119,3	+ 101,6 %
Résultat net, part du Groupe	240,8	41,3	n.s.
FINANCEMENT			
Cash flow libre opérationnel courant ⁽³⁾	303,1	450,3	- 32,7 %
Investissements comptabilisés	169,1	118,7	+ 42,5 %
Capitaux propres	2 196,4	1 855,8	+ 18,4 %
Dette financière nette	872,8	964,3	- 9,5 %
DONNEES PAR ACTION (en euro)			
Résultat courant net, part du Groupe ⁽²⁾⁽⁴⁾	3,19 €	1,66 €	+ 92,6 %
Dividende proposé	1,20 €	1,00 €	+ 20,0 %

(1) Résultat opérationnel, avant autres produits et charges opérationnels.

(2) Résultat net part du Groupe, avant autres produits et charges opérationnels nets.

(3) Cash flow libre opérationnel courant : EBITDA sous déduction de l'impôt notional, de la variation de BFR et des investissements payés.

(4) Les nombres moyens pondérés d'actions en circulation (ajustés suite à l'augmentation de capital du 2 juin 2009) étant de 75 405 857 en 2010 contre 72 054 523 en 2009.

RESULTATS 2010

En 2010, les marchés d'Imerys ont crû fortement mais restent en-deçà des volumes d'avant la crise (environ -15 %). L'euro s'est affaibli par rapport au dollar pendant une partie de l'année : le Groupe en a bénéficié, non seulement par la traduction des ventes dollar en euro mais aussi par l'amélioration de la compétitivité de ses clients européens (équipementiers industriels, papetiers, etc...).

La production d'acier a notablement progressé, grâce au dynamisme des zones émergentes. Elle a été bien orientée aux Etats-Unis et dans une moindre mesure en Europe. La production mondiale de papier d'impression et d'écriture a augmenté de + 6 % par rapport à l'année précédente. La demande reste globalement stable dans les produits de consommation courante servis par le Groupe (liquides alimentaires, produits d'hygiène, etc...). La construction a faiblement repris en Europe, même si de bons indicateurs avancés (ventes de logements, permis de construire) sont publiés en France. Aux Etats-Unis, ce secteur est resté à un niveau très bas au cours des 18 derniers mois.

Les ventes d'Imerys sont en forte hausse, une partie de cette croissance résultant du restockage des clients du Groupe, tout particulièrement dans les activités s'adressant aux marchés de l'équipement industriel. Les indicateurs opérationnels reflètent ce rebond : résultat opérationnel courant et marge retrouvent leur niveau de 2008. La politique de croissance externe a repris, comme l'a montré l'acquisition de la société brésilienne Pará Pigmentos S.A. en juillet 2010. La santé financière du Groupe lui permettra de profiter des opportunités qui se présenteront.

Chiffre d'affaires

A 3 346,7 millions d'euros, le **chiffre d'affaires** de l'exercice 2010 progresse + 20,7 % par rapport à l'exercice 2009. Cette hausse prend en compte :

- un effet périmètre de + 23,9 millions d'euros, essentiellement lié à l'acquisition de la société brésilienne Pará Pigmentos S.A. (PPSA), consolidée à partir du 1^{er} août 2010 et à la cession de Planchers Fabre (France, mai 2009),
- un effet de change de + 134,0 millions d'euros, qui s'est accentué au 2nd semestre du fait d'un affaiblissement de l'euro par rapport aux autres devises, en moyenne, en 2010 par rapport à 2009.

A périmètre et changes comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires (+ 15,0 % par rapport à l'année 2009) marque la reprise globale des volumes de ventes (+ 13,1 %) dans les quatre branches d'activité ; celle-ci a été plus forte pour celles qui avaient été les plus affectées par la crise et le déstockage en 2009. L'effet prix/mix progresse de + 1,9 % sur l'année.

Les ventes du dernier trimestre (à périmètre et changes comparables) sont légèrement inférieures à celle des deuxième et troisième trimestres, traduisant la fin du restockage ainsi que des conditions météorologiques défavorables, en particulier pour les activités Matériaux de Construction.

La répartition géographique des ventes de l'année 2010 s'établit comme suit :

	Chiffre d'affaires 2010 (en millions d'euros)	% du chiffre d'affaires consolidé 2010	Variation % vs. 2009
Europe de l'Ouest	1 601,2	48 %	+ 11,6 %
<i>dont France</i>	<i>561,4</i>	<i>17 %</i>	<i>+ 0,0 %</i>
Etats-Unis / Canada	685,4	21 %	+ 25,5 %
Japon / Australie	169,3	5 %	+ 28,2 %
Pays émergents	890,8	26 %	+ 34,9 %
Total	3 346,7	100 %	+ 20,7 %

Toutes les zones géographiques ont bénéficié de la reprise de l'activité. La progression des ventes en Amérique du Nord traduit notamment la bonne tenue du dollar américain par rapport à l'euro. Dans les pays émergents, les ventes sont en forte croissance en Chine, au Brésil et en Inde, tirant notamment parti des investissements industriels récents.

Résultat opérationnel courant

Le **résultat opérationnel courant**⁽¹⁾ est de 419,0 millions d'euros en 2009 (+ 68,4 %).

Au delà des effets limités de périmètre et de change (respectivement - 3,0 millions d'euros et + 0,2 million d'euros), le résultat opérationnel courant à périmètre et change comparables augmente de + 172,9 millions d'euros par rapport à 2009.

Il tient compte de la forte contribution des volumes de ventes (+ 161,4 millions d'euros). Le prix et le mix de produits sont favorables (+ 27,0 millions d'euros) et le Groupe enregistre une diminution globale des coûts variables (- 22,3 millions d'euros), notamment de la facture énergétique. Les coûts fixes de production et frais généraux demeurent sous contrôle (+ 74,3 millions d'euros). Plus de la moitié des économies réalisées en 2009 (157,8 millions d'euros) ont été conservées au cours de cet exercice, en corrélation avec la reprise des volumes (frais de personnel, maintenance).

Au 4^{ème} trimestre 2010, la marge opérationnelle (11,6 %) a subi l'impact négatif d'une météorologie défavorable en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis qui a perturbé les conditions d'exploitation et pesé sur le mix d'activités (recul des segments liés à la construction principalement).

A 12,5 %, la marge opérationnelle du Groupe gagne 3,5 points en 2010 par rapport à l'exercice 2009.

Résultat courant net

En progression de + 101,6 %, à 240,3 millions d'euros, le **résultat courant net**⁽²⁾ reflète :

- la forte hausse du résultat opérationnel courant,
- l'amélioration du résultat financier courant à - 74,7 millions d'euros (- 83,4 millions d'euros en 2009) qui inclut en particulier :
 - une charge d'intérêt de - 57,3 millions d'euros (contre - 69,1 millions d'euros en 2009) reflétant la diminution de l'endettement moyen par rapport à l'année précédente,
 - une perte de change de - 4,4 millions d'euros (- 5,8 millions d'euros en 2009),
 - la désactualisation des provisions à long terme (- 3,4 millions d'euros) et la charge financière nette liée aux retraites (- 2,8 millions d'euros),
 - les autres charges financières (- 6,8 millions d'euros), comprenant une charge sur instruments financiers de - 6,4 millions d'euros.
- une charge d'impôts de - 99,5 millions d'euros (- 46,2 millions d'euros en 2009), soit un taux effectif d'imposition de 28,9 % contre 27,9 % en 2009.

(1) Résultat opérationnel, avant autres produits et charges opérationnels.

(2) Résultat net part du Groupe, avant autres produits et charges opérationnels nets.

Résultat net

La progression de + 199,5 millions d'euros du **résultat net, part du Groupe**, à 240,8 millions d'euros, tient compte des **autres produits et charges nets d'impôts** (+ 0,5 millions d'euros) comprenant notamment les éléments suivants, nets d'impôts :

- un produit sur écart d'acquisition de PPSA (badwill), net de coûts d'acquisitions (frais, restructurations) pour un total de 40,2 millions d'euros ;
- un résultat financier non courant issu de l'enregistrement, au 1^{er} semestre 2010, d'un gain de change non récurrent de + 6,7 millions d'euros, suite à une restructuration des financements des filiales américaines du Groupe (soit + 10,2 millions d'euros avant impôts) ;
- des provisions pour restructurations et dépréciations d'actifs pour un montant total de - 30,7 millions d'euros (correspondant notamment à la fermeture du site espagnol d'Imerys Kiln Furniture ; en Chine, désengagement des activités vermiculite et dépréciation de droits miniers) ;
- des dotations aux provisions pour réhabilitation de sites pour - 14,2 millions d'euros : la revue des situations environnementales des sites industriels du Groupe, menée en 2010 a en effet conduit à l'enregistrement de provisions additionnelles à long terme.

Génération de cash flow

En 2010, l'EBITDA⁽³⁾ traduit la forte hausse du résultat opérationnel courant : il s'élève à 621,0 millions d'euros contre 416,6 millions d'euros au titre de l'exercice 2009.

En liaison avec la hausse du chiffre d'affaires (+ 20,7 %), le besoin en fonds de roulement opérationnel est en hausse de + 45,7 millions d'euros. Il représente ainsi 21,8 % des ventes annualisées du dernier trimestre. En excluant l'effet de l'affacturage⁽⁴⁾ de créances clients (pour 71 millions d'euros au 31 décembre 2010), ce ratio s'élève à 23,8 % (contre 24,9 % au 31 décembre 2009).

Les investissements industriels comptabilisés s'élèvent à 169,1 millions d'euros contre 118,7 millions d'euros en 2009. Ils représentent 79 % des amortissements (contre 65 % en 2009) et ont été principalement destinés à la maintenance de l'outil industriel ainsi qu'aux opérations de découverte.

Tenant compte de l'affacturage, le **cash flow libre opérationnel courant**⁽⁵⁾ s'établit donc à 303,1 millions d'euros, à comparer aux 450,3 millions d'euros dégagés en 2009.

Structure financière

La **dette financière nette** consolidée, à 872,8 millions d'euros, a été réduite d'environ 92 millions d'euros en 2010. Cette évolution tient compte des éléments suivants :

- un cash flow libre courant⁽⁶⁾ élevé à 274,2 millions d'euros,
- la mise en paiement, le 11 mai 2010, de 75,5 millions d'euros de dividendes, auxquels s'ajoute 0,8 million d'euros de dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales,
- l'acquisition de Pará Pigmentos S.A. (PPSA)⁽⁷⁾ et de droits miniers dans l'Etat de Pará (Brésil), pour un montant total de 54,1 millions d'euros.

A la clôture de l'exercice 2010, les ressources financières totales d'Imerys s'élèvent à près de 2,2 milliards d'euros, sans qu'aucun remboursement significatif ne doive intervenir avant la fin de l'année 2012. La maturité moyenne des ressources financières est de 3,8 ans.

DIVIDENDE

Marquant sa confiance dans les perspectives du Groupe, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 28 avril 2011 un dividende en progression de + 20 % à 1,20 euro par action. La mise en paiement interviendrait à compter du 11 mai 2011 pour un montant total d'environ 90,6 millions d'euros, représentant 37,7 % du résultat courant net, part du Groupe.

(3) Résultat opérationnel courant augmenté des dotations aux amortissements et provisions pour dépréciations nettes de reprises.

(4) Contrat d'affacturage signé le 23 juillet 2009, par lequel les créances cédées sont déconsolidées, les risques et avantages associés aux créances ayant été transférés à la banque "factor". 83 millions d'euros de créances étaient factorisés le 31 décembre 2009.

(5) EBITDA moins impôt notionnel sur le résultat opérationnel courant, investissements industriels payés et variation du besoin en fonds de roulement opérationnel.

(6) Cash flow libre opérationnel courant sous déduction du résultat financier décaissé net d'impôt et des autres éléments de BFR.

(7) Acquisition de 100 % des titres de la société en 2010.

PERSPECTIVES

Sur la base des informations disponibles au 15 février 2011, l'environnement économique du Groupe en 2011 s'analyse comme suit :

- le marché de la construction en France devrait s'améliorer progressivement si les permis de construire se traduisent, comme il serait logique, en mises en chantier, à partir du second semestre ;
- la situation aux Etats-Unis est plus incertaine : la construction individuelle devrait rester à un niveau très bas même si l'activité industrielle paraît globalement mieux orientée, comme le suggère la production d'acier ;
- les marchés européens autres que celui de la construction pourraient évoluer favorablement si l'euro conserve sa compétitivité par rapport au dollar ;
- les pays émergents devraient poursuivre leur croissance ;
- des risques d'inflation des coûts et de volatilité des monnaies existent.

Dans ce contexte, sauf événement macro-économique majeur, Imerys devrait poursuivre sa croissance, aidé par ses efforts de développement des dernières années. Cette croissance s'évaluera néanmoins par rapport à une année 2010 qui a bénéficié d'un phénomène notable et non récurrent de restockage. Le Groupe a en outre les moyens financiers de saisir les opportunités créatrices de valeur qui se présenteront.

RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications (en euros)	2010	2009	2008	2007	2006
I - Capital et autres titres à la fin de l'exercice					
Capital social	150 948 310	150 778 992	125 573 180	126 253 712	126 669 240
Nombre d'actions ordinaires à la fin de l'exercice	75 474 155	75 389 496	62 786 590	63 126 856	63 334 620
Nominal par action	2 €	2 €	2 €	2 €	2 €
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions ordinaires potentielles par exercice d'options	4 170 563	3 953 269	3 448 082	3 103 391	2 989 870
II - Opérations et résultat de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	18 874 414	19 196 891	23 164 643	23 535 868	25 059 348
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	19 302 242	83 085 219	43 655 864	37 035 044	92 329 448
Impôts sur les bénéfices	22 793 593	30 755 302	56 232 494	27 399 525	22 162 068
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	83 645 325	71 934 964	87 063 223	50 239 678	113 398 743
Résultat distribué (hors précompte)	75 505 458	62 787 810	118 974 880	114 185 084	104 823 279
III - Résultat par action ⁽¹⁾					
Résultat après impôts, participation des salariés et avant dotations aux amortissements et provisions	0,56	1,51	1,59	1,02	1,81
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,11	0,95	1,39	0,80	1,79
Dividende net attribué à chaque action	1,20 ⁽²⁾	1,00	1,00	1,90	1,80
IV - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	124,25	125,58	130,33	105,33	98,83
Montant de la masse salariale de l'exercice	13 459 710	11 839 442	11 619 474	10 525 905	8 564 526
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	12 339 268	7 335 249	5 782 541	5 926 112	5 030 033
Dont intéressement	918 072	356 971	900 000	1 128 996	1 010 532

(1) Sur la base du nombre d'actions à la fin de chaque exercice.

(2) Proposition soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 28 avril 2011.



Société Anonyme
au capital de 150 948 310 euros
Siège social : 154, rue de l'Université
75007 Paris
562 008 151 R.C.S. Paris

Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2011

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS

Tout actionnaire titulaire d'actions inscrites au nominatif peut demander à la Société de lui faire parvenir, à l'adresse qu'il précisera ci-dessous, le "Document de Référence 2010" comprenant, notamment, le Rapport Financier Annuel 2010 ainsi que les informations et renseignements visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Le même droit de communication est ouvert à tout actionnaire propriétaire d'actions inscrites au porteur qui justifie de cette qualité par la remise d'une attestation de participation conformément aux dispositions visées dans l'avis de convocation en pages 2 et 3 ci-avant.

Les actionnaires titulaires d'actions inscrites au nominatif peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi systématique des documents et des renseignements précités édités à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures. Dans le cas où cette demande aurait été précédemment formulée, ces documents seront prochainement adressés, sans qu'il soit par conséquent nécessaire de retourner le présent imprimé.



Je soussigné

demeurant à

.....

propriétaire de actions de la société Imerys,

- ☐ demande l'envoi des renseignements et documents mis à la disposition des actionnaires pour l'Assemblée Générale Mixte du 28 avril 2011^(*),
- ☐ demande l'envoi systématique, en qualité de propriétaire de actions nominatives, des renseignements et documents mis à la disposition des actionnaires à l'occasion de chacune des Assemblées Générales ultérieures de la société Imerys^(*).

Fait à, le 2011

Signature

^(*) à cocher suivant votre situation et selon votre choix

